

# Villes, acteurs et pouvoir dans le monde arabe et musulman

Colloque international organisé par le laboratoire GREMMO (Université Lyon 2 – CNRS), membre du Labex Intelligence des Mondes Urbains

Date : novembre 2012 (deux jours)

Lieu : LYON

## APPEL à communication

Le but du colloque est de comprendre le gouvernement des villes, et pas seulement des grandes villes, dans le monde arabe et musulman à la lumière des évolutions politiques actuelles et des défis urbains. Cette manifestation scientifique s'inscrit dans la continuité du colloque GREMMO-IFPO « Les grandes villes de Syrie dans la mondialisation », tenu à Alep en mars 2010, avec le soutien du Grand Lyon et de la municipalité d'Alep.

Excepté au Yémen, les citoyens sont désormais largement majoritaires dans le monde arabe. Le taux d'urbanisation est passé de 25% en 1950 à 70% en 2010. Les pays du Golfe possèdent des taux d'urbanisation record (plus de 90% de leur population) car la manne pétrolière a provoqué une mutation rapide de ces sociétés bédouines qui sont aujourd'hui complètement urbanisées et mondialisées. Dans la plupart des pays arabes, les taux d'urbanisation officiels sont bien souvent inférieurs à la réalité, ce qui traduit justement le malaise de nombreux régimes arabes par rapport à la gestion des villes et leur relative incompréhension face aux mouvements sociaux qui s'y produisent.

Les grandes villes sont confrontées à des problèmes de gestion considérables en termes de services urbains, d'extension des quartiers informels, de pollution, de prolifération des espaces du commerce, etc. que les municipalités en place ne parviennent pas à résoudre pour diverses raisons, notamment institutionnelles et que ce colloque devra mettre en évidence. Nous discuterons ainsi l'hypothèse selon laquelle l'autoritarisme politique dénie ou obère l'exercice de pouvoirs municipaux qui sont indispensables pour gérer la complexité urbaine contemporaine, surtout dans les métropoles.

Le mouvement de « révolte » dans le monde arabe marque un refus de l'autoritarisme et une exigence de prendre son destin en main. Or, le premier stade de la démocratisation affecte la municipalité, où il est beaucoup plus difficile de changer les pratiques d'un Etat. Dans ce cadre, l'Union Européenne a financé des projets nationaux de modernisation des municipalités dans plusieurs pays de la rive sud de la Méditerranée (tel que le Programme de Modernisation de l'Administration municipale (MAM) en Syrie). La coopération décentralisée ou certaines politiques arabes de décentralisation (Maroc) s'inscrivent également dans ce projet politique de renforcement de l'autonomie locale.

Le premier objectif du colloque est de faire un état des lieux de la diversité du gouvernement des villes dans le monde arabe et musulman, d'identifier les différents acteurs, leurs pouvoirs respectifs et leur marge de manœuvre : ainsi, les « élus locaux » ; les cadres techniques et autres « experts » des municipalités ; les promoteurs (nationaux ou entreprises internationales) ; les sociétés privées mandatées dans le cadre de contrat de gestion déléguée ; les associations ou ONG (défense du patrimoine, protection de l'environnement, associations d'habitants, etc.) promues dans l'application d'un discours sur la « bonne gouvernance » ; les collectifs protestataires de citoyens ordinaires (souvent constitués en réaction à une politique publique de privatisation d'accès à un service ou d'expulsion) ; les notabilités marchandes... et bien sûr l'Etat.

Comment ces différentes catégories d'acteurs interagissent, se chevauchent, se concurrencent ? Constate-t-on l'affirmation de nouveaux acteurs et, inversement le déclassement de notabilités « anciennes » comme par exemple les commerçants ? Ou le pouvoir de ces derniers se maintient-il localement à travers le contrôle des places marchandes informelles, la maîtrise de la circulation transnationale de marchandises ou leur participation au développement des nouveaux espaces urbains du commerce (supermarchés, *shopping mall*) ? A l'occasion des troubles urbains contemporains, notamment depuis l'hiver 2010, on a vu la (ré) apparition de « comités de quartier » (Tunis, Le Caire...) composés d'hommes jeunes pour la défense d'îlots résidentiels : peut-on y lire une rémanence de systèmes médiévaux de contrôle urbain, ancrés sur des liens de voisinage ?

Quelles variantes peut-on déceler dans le gouvernement urbain en fonction de la situation géographique, de l'activité économique dominante, de la trajectoire historico-politique de la ville ?

A l'échelle de l'agglomération, certains quartiers, souvent périphériques, peuvent-ils être qualifiés de nouvelles centralités de pouvoir et de commandement ? Qu'en est-il de la gestion des ensembles résidentiels fermés (*gated communities*) ?

Le second objectif du colloque est d'identifier les processus sur le court et le long terme. Comment évolue le gouvernement des villes et les pouvoirs qui s'exercent sur elles, depuis le début de l'époque islamique ? A titre d'exemple : entre le modèle de développement urbain préconisé par l'Europe et celui venu du Golfe à travers les méga-projets immobiliers qui émergent dans les capitales du monde arabe et musulman (cf. Abdali à Amman, les berges du Lac à Tunis, la Marina de Casablanca, les souks et la future Marina de Beyrouth, etc.), lequel semble l'emporter ?

Des changements majeurs ont-ils eu lieu dans les municipalités en Tunisie et en Egypte depuis les changements de gouvernements de 2011 ? Quels enseignements tirer des élections municipales en Palestine ?

On s'attachera à repenser les manifestations modernes du pouvoir urbain à la lumière des événements passés. Si l'étude des rapports entre ville et pouvoir à l'époque médiévale a été le plus souvent envisagée par l'analyse des sources directes en arabe ou dans d'autres langues (Annales, chroniques, dictionnaires biographiques etc.), une approche intégrant, par exemple, les données des textes littéraires, de l'épigraphie ou de l'archéologie, c'est-à-dire, pour ces dernières, basée sur des traces matérielles, permettrait de renouveler ces questionnements.

Sur le long terme, il faut aussi interroger la spécificité de la construction du pouvoir dans les villes arabo-musulmanes.

Ce colloque multidisciplinaire est disposé à recueillir des communications d'ordre général et des études de cas, émanant de jeunes chercheurs, de (post-)doctorants et de chercheurs confirmés.

Les résumés des communications peuvent être envoyés en français ou en anglais.

Les communications en anglais sont bienvenues et possibles, mais la langue du colloque sera le français.

**Date limite pour l'envoi du résumé : 15 mars 2012**

Résumés à envoyer à : [fabrice.balanche@mom.fr](mailto:fabrice.balanche@mom.fr) (ou [fabrice.balanche@univ-lyon2.fr](mailto:fabrice.balanche@univ-lyon2.fr))

Comité d'organisation : Fabrice Balanche, Karine Bennafla, Thierry Boissière, Marc Lavergne, Marie-Odile Rousset.